

CHAPITRE 9 – LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE CADRE EUROPEEN
I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS
A – L'intégration économique et monétaire
1. Présentation
Doc 1 : [Vidéo : les grandes étapes de la construction européenne](#)

- La construction européenne est née de deux principes fondateurs : assurer la paix et la prospérité économique par l'intégration économique et politique.
- Cette intégration s'est faite par :
 - ❖ L'élargissement de ses membres de 6 à 28... puis 27 avec le Brexit.
 - ❖ L'approfondissement cad la construction d'institutions économiques (et politiques) communes: création d'un grand marché, harmonisation des politiques économiques, création d'une monnaie unique.

Ppt : l'UE
2. La construction économique

- La construction économique s'est faite par étape : ZLE, Union douanière, grand marché...
Grand marché : libre circulation des marchandises mais aussi des facteurs de production : personnes et capitaux, selon l'optique libérale du « laissez faire, laissez passer » afin d'instaurer une « concurrence libre et non faussée »
- ... puis UEM avec monnaie et politiques communes et coordonnées ainsi que des solidarités budgétaires, cad une gouvernance commune.
- Les principales dates du grand marché :
 - ❖ 1951: création de la CECA
 - ❖ 1957: Traité de Rome et création de la CEE: vers une union douanière (réalisée en 1968) et mise en place de politique communes dans l'agriculture (Ex: la PAC en 1962), puis dans la défense, la recherche, la culture...
 - ❖ 1986: Acte unique qui prévoit la création d'un marché unique cad la libre circulation des B&S et de facteurs de production: en 1988: libre circulation de capitaux, en 1993: libre circulation des personnes (Schengen)

Exercice 1 : les étapes de la construction européenne
Ppt : Les étapes de la construction européenne
3. La construction monétaire
Doc 2 : La monnaie unique, une étape indispensable ?

- La nécessité de créer une monnaie unique est apparue à la faveur de la crise du SME en 1992/93 qui a mis fin dans les faits au système changes fixes européen. Cela a entraîné de fortes fluctuations entre les principales monnaies européennes et un accroissement du risque de change qui lui est lié au moment même où la construction du grand marché s'achevait.

Ppt : Les fluctuations de change du franc par rapport au D.Mark

- La décision et les modalités de création de l'Euro sont fixés dans le Traité de Maastricht ratifié en France par référendum en 1992, la mise en circulation de la monnaie a lieu entre 1999 et 2002. La zone euro comporte 19 membres aujourd'hui.
- Depuis sa création, la stabilité de l'euro s'appuie sur les critères de convergence issue du traité de Maastricht et repris dans le PSC et le TSCG :
 - ❖ Déficit budgétaire/PIB limités à 3%
 - ❖ Dette/PIB limité à 60%
 - ❖ Faible inflation

Ppt : Les critères de convergence
B – Les effets de l'intégration européenne
1. Les effets sur la concurrence et le commerce

Un renforcement du commerce intraeuropéen : **Doc 3 : Un commerce intraeuropéen florissant**

- Avec l'intégration économique et monétaire :
 - ❖ L'Europe est devenue une puissance économique et commerciale de premier ordre.

Ppt : Le poids de l'UE dans le monde

- ❖ Le commerce européen intra-zone s'est fortement développé.
- La mise en place d'un grand marché nécessite une politique de la concurrence efficace qui contribue à faire baisser les prix.
- Ainsi 4 pratiques sont encadrées : les ententes entre producteurs, les aides publiques aux entreprises, les abus de position dominante, et les opérations de concentration d'entreprise.

Voir cours de première : les imperfections du marché

Les principales limites de l'intégration économique :**Doc 4 : Vidéo : le rejet de la fusion Alstom/Siemens**

- Elle empêche la mise en place d'une politique industrielle européenne par la création de grands groupes à l'échelle régionale.

Doc 5 : la libéralisation des services publics et ses effets

- Elle remet en question l'existence des services publics marchands et leur mission d'intérêt général : l'accès égal aux services de base à un prix modéré.
Secteur public des grands réseaux : information (France télécom/Orange, La Poste), énergie (Edf, Gdf), transport (Sncf, Ratp, Air France).
En effet leur mise en concurrence, voire leur privatisation, alors qu'ils étaient en situation de monopole naturel sur le territoire national, a entraîné l'inverse de ce qui était escompté : une hausse des prix, une baisse de la qualité du service et une dégradation des conditions de travail.

2. Les effets ambivalents sur la croissance économique et les inégalités**Doc 6 : Vidéo : Quel bilan de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?**

- La création d'un marché unique et théoriquement favorable à la croissance économique car il stimule les effets bénéfiques de la concurrence et permet de réaliser des économies d'échelles.

Ppt : Les effets attendus du marché unique sur la croissance

- L'intégration économique et monétaire européenne aurait dû permettre une convergence économique susceptible de réduire les inégalités entre pays par le rattrapage des pays les moins développés... mais cela est loin d'être vérifié pour les derniers entrants depuis 2008.
- D'autre part le dumping social et fiscal que se livre les pays européens conduit à creuser les inégalités sociales.

Exercice 2 : Le dumping social et fiscal en Europe**II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN****A – Les principes de la PEC****1. Définition, typologie et instruments****Doc 7 : Vidéo : Austérité ou relance ?**Définition :

- La politique conjoncturelle assure la régulation de l'économie cad qu'elle consiste à corriger ses déséquilibres induit par le cycle en prenant un ensemble de mesure en vue d'atteindre à CT (3 à 5 ans) 4 objectifs : croissance et plein emploi (lutte contre le chômage), stabilité des prix (lutte contre l'inflation) et équilibre du commerce extérieur.

⇒ Elle est donc à l'origine contracyclique !

Ppt : le cycle économique

- Cependant les objectifs sont difficiles à atteindre simultanément.

Ppt : Des objectifs difficiles à atteindre simultanément

Typologie & instruments (moyens d'action) :

- Il existe 2 grands types de PE:
 - ❖ les politiques de relance qui ont pour objectif la croissance et l'emploi,
 - ❖ les politiques de rigueur (voire d'austérité) qui ont pour objectif prioritaire la lutte contre l'inflation et l'équilibre du commerce extérieur par le renforcement de la compétitivité prix.

Ppt : Les conséquences de l'inflation sur la compétitivité prix

Attention : ces politiques ont aujourd'hui comme objectif de réduire le déficit et la dette publique, mais dans ce cas elles sont procycliques au lieu d'être contracyclique.

- Il existe 2 grands instruments :
 - ❖ Le budget de l'Etat central : la politique budgétaire
 - ❖ La monnaie et le taux d'intérêt : la politique monétaire

2. La politique de relance**Doc 8 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?**

- La politique de relance a pour objectif, en période de récession, de relancer la croissance et l'emploi en stimulant la demande globale devenue défaillante, principalement au moyen de la politique budgétaire.

Rp : $Dg = Cf + I + G + \Delta S + (X-M)$

Rq : cas d'une politique contracyclique, qui cherche la reprise économique.

Ppt : Les effets attendus de la politique de relance sur le cycle

Keynes propose que l'Etat finance, par des dépenses publiques supplémentaires (ΔG), une politique d'investissements publics autonome (I_0), type grands travaux (capital public). Cette dépense stimule la demande effective ou anticipée cad la demande prévue par les entreprises ce qui va permettre le redémarrage de l'investissement privée qui en dépend. Ainsi progressivement l'investissement productif prend le relai de l'investissement public ce qui permet de pérenniser la croissance économique.

J.M Keynes : « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (1936)

Attention : Si les dépenses budgétaires supplémentaires accroissent au départ le déficit et la dette, le déficit doit se réduire de lui-même à terme en raison de l'accroissement des recettes fiscales et la diminution des dépenses liées au regain d'activité et à la baisse du chômage.

Ppt : Une politique budgétaire fondée sur l'investissement public

L'action par la dépense publique est efficace en raison d'un effet multiplicateur : les dépenses publiques supplémentaires engendrent une hausse des revenus en cascade qui stimule la production.

Vidéo : le principe du multiplicateur**Ppt : Schéma du multiplicateur**

Attention : Il existe deux fuites qui limitent l'effet multiplicateur et donc l'efficacité des politiques de relance : l'épargne et les importations.

- L'Etat peut aussi influencer la demande globale par une politique budgétaire ciblant les revenus des ménages et stimulant la consommation : hausse des prestations sociales, du SMIC, baisse des Prélèvements Obligatoires...

Rq : En dehors de toute intervention publique, le budget de l'Etat a un effet de stabilisateur automatique : le déficit budgétaire à une récession, vient soutenir la demande défaillante via l'accroissement des dépenses publiques qu'il suscite mécaniquement et exerce un effet contra cyclique (inversement dans les périodes d'expansion)

- Enfin, Le « Policy mix » keynésien propose une politique monétaire de relance visant à baisser les taux d'intérêt pour accroître la demande globale par la hausse du volume des crédits.

Ppt : Une politique monétaire fondée sur les taux d'intérêts**Ppt : La politique de relance de la demande globale**

Pour aller plus loin : [Vidéo : le Portugal, un exemple de relance](#)

3. La politique de rigueur

- Au départ la politique de rigueur a pour objectif la lutte contre l'inflation et le rétablissement des équilibres extérieurs au moyen d'une politique monétaire et budgétaire restrictive : c'est la désinflation compétitive.
- Pour atteindre ces objectifs les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un Policy mix :

- ❖ La PM restrictive entraîne la diminution de l'inflation (désinflation) par une hausse des taux d'intérêts. Si l'inflation diminue, les entreprises gagnent en compétitivité prix et vendent plus à l'étranger ce qui réduit le déficit commercial.
- ❖ La PB restrictive est utilisée en complément afin de comprimer la demande globale par la baisse des dépenses publiques et ainsi ralentir la hausse des prix.

Ppt : Les effets d'un politique de rigueur

Attention :

- à court terme cette politique freine la demande, la croissance et l'emploi, ce qui risque d'entraîner la récession.
- Si elle est utilisée pour réduire le déficit et la dette cad de manière procyclique elle risque d'aggraver la récession.

Ppt : « Les dangers d'une politique de rigueur »

B – L'efficacité de la PEC européenne en question

1. Un problème de coordination des instruments

Doc 9 : Vidéo : La banque Centrale Européenne (BCE) et l'Eurosystème

- Depuis les années 2000 et l'avènement de l'Euro les contraintes pesant sur les PEC nationales se sont considérablement renforcées.

Une politique monétaire unique :

- La PM européenne est passée sous le contrôle de la BCE qui est indépendante du pouvoir politique.
- La BCE mène une politique monétaire unique pour tous les pays de la zone euro qui a comme but principal la stabilité des prix (taux cible d'inflation de 2%).

Donc sa politique de taux d'intérêt est la même pour tous les pays de l'Euro-zone quel que soit leur conjoncture économique respective.

Pour aller plus loin, voir : Vidéo : A propos de la BCE

Des politiques budgétaires nationales :

- La politique Budgétaire reste aux mains des Etats pour affronter les chocs économiques (cf : récession nationale).
- Cependant leur marge de manœuvre est limitée car le pacte de stabilité et de croissance (PSC) leur impose des contraintes des niveaux de déficit et de dette (**Voir I A 2**)
- Par ailleurs : l'utilisation du budget n'est pas pertinente car il est très modeste (1% env du PIB européen).

Ppt : La faiblesse du budget européen

2. Quel "Policy Mix"?

Doc 10 : L'hétérogénéité des situations économiques dans l'UE

Le dilemme de la PEC pose un problème de gouvernance :

- La règle d'efficacité de la PEC veut que PM et PB soient coordonnés pour atteindre ses objectifs (Policy Mix). Or L'Europe se trouve dans un dilemme car elle dispose d'une seule PM pour 19 PB dans des pays aux conjonctures économiques très différentes.
- Alors comment coordonner les PEC cad les PM et les PB pour faire face à des chocs économiques asymétriques ?
Choc asymétrique : perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire.

❖ Aucun mécanisme de solidarité budgétaire entre Etat n'a été prévu au départ, ce qui témoigne d'un défaut de gouvernance. Par exemple, la BCE à interdiction de financer directement les déficits publics des pays de la zone euro et n'a aucun objectif de croissance et d'emploi, il n'y a pas de mutualisation de la dette via la création d'« euro bond »...

❖ Les Etats ne disposent donc que de leur PB contrainte par le PCS pour faire face aux chocs, La PM restant le plus neutre possible puisque c'est la même pour tous !

- Conséquence, les effets de la PM et de la PB risquent d'être très différents voire contradictoires entre les pays !

Exercice 3 : Simuler la PM et ses effets

Des mesures d'amélioration de la gouvernance économique...et ses contreparties :

- Suite à la crise des subprimes de 2008 l'Europe tente d'améliorer la gouvernance en renforçant la coordination et la coopération : création d'un fond de solidarité, le MES, pour venir en aide aux pays les plus endettés, renforcement de la coordination fiscale, Politique monétaire non conventionnelles...
- Cependant en contrepartie de ces mesures, la BCE et la commission européenne incitent les Etats, via le semestre européen, à adopter des Politiques Economiques Structurelles de « libéralisation » du marché du travail... qui augmentent la précarité de l'emploi, détériorent les conditions de travail et de rémunération. (Voir chapitre 11 la lutte contre le chômage)

[Ppt : La politique économique européenne face à la crise des subprimes](#)

CHAPITRE 9 – LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE CADRE EUROPEEN

PLAN

I – L'INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L'intégration économique et monétaire

1. Présentation
2. La construction économique
3. La construction monétaire

B – Les effets de l'intégration européenne

1. Les effets sur la concurrence et le commerce
2. Les effets sur la croissance économique

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

1. Définition, typologie et instruments
2. La politique de relance
3. La politique de rigueur

B – L'efficacité des PEC européenne en question

1. Un problème de coordination des instruments
2. Quel "Policy Mix"?